

La « Guerre » promise !



La guerre d'Israël contre la population palestinienne et certains peuples du Moyen-Orient est entrée dans une logique quasi d'anéantissement.

Depuis plus d'un siècle, la Palestine est le fruit d'une colonisation progressive et irrémédiable de la part de migrants israéliens, puis à partir de 1948 de l'État d'Israël. Ce large processus entraîne, dans l'enclave de Gaza, les peuples autochtones palestiniens à la surpopulation, la malnutrition, le manque de soins et la pauvreté la plus extrême.

Véritable poudrière

Depuis des décennies, la région est considérée comme une véritable poudrière. Elle a donné lieu depuis la moitié du 20^e siècle à des attentats et des guerres entre les différents gouvernements israéliens, passant au fil des décennies de gauche (Mapaï, HaAvoda) à droite (Yamina, Yesh Atid, Likoud), et les autorités palestiniennes, parfois en exil, laïques (OLP), puis à partir de 2006 d'obédience islamiste (Hamas).

Des traités ont toutefois été signés, comme en 1993 avec les accords d'Oslo et de Washington entre le président israélien de gauche Yitzhak Rabin (1922-1995) et le président de l'autorité palestinienne Yasser Arafat (1929-2004). Yitzhak Rabin fut néanmoins assassiné trois ans plus tard par un juif religieux.

Cette occupation a désormais pris une tournure des plus extrêmes au lendemain des atroces attaques du Hamas contre des festivaliers israéliens le 7 octobre 2023. La réponse d'Israël et de son gouvernement de droite et d'extrême droite est sanglante, dévastant les populations civiles de la région de Gaza.

Des religions

Dans les faits, les populations israélienne et palestinienne sont asphyxiées par diverses factions conservatrices et religieuses. D'un côté, les tenants du judaïsme, mysticisme à la fois contradictoire au dieu vengeur, jaloux, misogyne et colérique ; de l'autre, les tenants de l'islamisme, contaminée en grande partie par les premiers.

De ces deux « traditions », des philosophes aux pensées rationnelles ont néanmoins tenté de dépasser cet obscurantisme initial dans l'espace qu'il leur était octroyé. Nous pouvons penser, par exemple, à Maïmonide (1138-1204) ou Avicenne (980-1037). Reste que les anathèmes de ces groupes « religieux » ont perduré dans leurs propres communautés. Ainsi, à travers les siècles (et à l'instar de processus similaires au sein du christianisme), ils ont tenté à maintes reprises d'assassiner de nombreux penseurs, tels que le célèbre philosophe Baruch Spinoza (1632-1677), d'origine juive, ou l'écrivain Salman Rushdie (1947), musulman laïque.

De l'origine du « sémitisme »

En 1781, August Ludwig Schlötzel (1735-1809) invente le terme « sémite ». Schlötzel crée ce nom à partir de Sem, fils de Noé et père d'Abraham. Il désigne des peuplades diverses, telles que juives ou arabes, et de langues et de religions différentes (caractérisées néanmoins et généralement par un dieu unique¹). Il recoupe cependant un large territoire « *comprenant la péninsule arabique, la steppe syro-arabe [...] et le « Croissant fertile », à savoir la côte orientale de la Méditerranée depuis le Sinaï jusqu'au Taurus, la syrie du Nord et la Mésopotamie* »².

Les sémites regroupaient donc un espace particulièrement vaste. Il s'agissait principalement de communautés de pasteurs, c'est-à-dire de bergers, mais également de nomades et de tribus. Ce territoire fut régulièrement l'objet des ambitions de certains grands empires.

Être ou ne pas être « sémite »

Désignant entre autres des peuples arabes et juifs, occupant un vaste territoire de la côte orientale de la Méditerranée au Croissant fertile, la définition de « sémite » fut progressivement galvaudée. Celle-ci est ainsi instrumentalisée

dans la seconde moitié du 19^e siècle par des conceptions nauséuses de logique raciale sur fond de la montée du nationalisme. Sous la plume d'écrivains aux théories raciales, le sémitisme, et par extension l'antisémitisme, se réduit alors au judaïsme et à l'antijudaïsme.

Dans la continuité de cette même logique, il est repris au 20^e siècle notamment par le national-socialisme (pour désigner les boucs-émissaires aux maux de la société). Après la Seconde Guerre mondiale, certains juifs privatisent également le terme pour alimenter des processus et argumentaires de victimisation³. L'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) tente, depuis 2016, de limiter cette définition aux Juifs : « *L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, qui peut être exprimé comme une haine envers les Juifs* »⁴. De plus, ces derniers sont souvent identifiés à Israël.

Reste que la définition de « sémite » ne tient pas aux tentatives d'accaparement, de manipulation ou de réduction de celle-ci. Désignant des peuples remontant à plusieurs millénaires, le terme « sémite » recoupe des populations, aussi bien arabes que juives, ayant cohabité la plupart du temps de manière pacifique et s'étant mélangées au gré des générations.

Constitution d'Israël

À la fin du 19^e siècle, à côté des juifs arabes, la Cisjordanie est le fruit d'une colonisation progressive et irrémédiable de la part d'une population juive migrante. Celle-ci rachète généralement des terres agricoles en Palestine, tout en appliquant le plus souvent le principe : « *le travail et la terre pour les juifs* », excluant les travailleurs palestiniens. Différentes formes d'organisations voient le jour : propriétés individuelles (*moshava*) ou fermes collectives (*kibboutz*) entre autres.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et dans la continuité de la décolonisation en cours, l'Assemblée générale des Nations-Unies tentent de clarifier la situation de certains protectorats britanniques, notamment celui de la Palestine. La commission ne parvient pas à se mettre d'accord sur la question de la présence d'un État juif en Palestine. Deux plans sont étudiés : l'un pour la création d'un État Israélien, l'autre pour la réalisation d'un État

fédéral où cohabiteraient juifs et arabes. Ce dernier, soutenu par l'Inde, l'Iran et la Yougoslavie, est écarté. Une recommandation est, au final, promulguée en 1947 sur la constitution d'Israël. Malgré deux siècles de décolonisation (les Amériques au 19^e siècle, l'Afrique et l'Asie au siècle suivant), la colonisation de la Palestine est officialisée en 1948 par l'occupation d'Israël.

À partir de 1950, l'État d'Israël promeut la « loi du retour » favorisant une croissance migratoire importante. Cette arrivée de population dite « juive », notamment des États-Unis (Ashkénazes) ou d'Orient (Mizrahim), génère d'importantes difficultés d'intégration et d'inégalités socio-économiques au sein même de la population israélienne. Elle occasionne une pression constante sur les territoires occupés et la population de Gaza.

De cette anomalie historique résultera des tensions, des blessures et des combats durant plus de huit décennies!

Des religieux de tout bord

À l'heure actuelle, la société israélienne et palestinienne est prise en otage par des groupes religieux, le plus souvent d'extrême droite. Côté israéliens, les orthodoxes et le Likoud pensent que leurs ouailles ou leurs ressortissants sont un « peuple élu » !⁵ La laïcisation de la société peine à se développer, même si la nouvelle génération et certaines régions (Tel-Aviv notamment) montre des signes de modernité. Le Hamas, groupe islamiste fondamental, souhaite, quant à lui, liquider toute opposition, notamment les forces progressives et laïques palestiniennes.

Les forces progressives et pacifiques israéliennes et palestiniennes se mobilisent

Au travers de l'obscurantisme, des morts et des déplacés, des forces pacifiques et progressives se lèvent : d'une part, **une partie de la population israélienne dénonce** (d'ailleurs de longue date) **les agissements de leur gouvernement** envers les populations palestiniennes de Gaza et de Cisjordanie. Au niveau politique, le **Maki** – parti communiste israélien – dénonce un véritable nettoyage ethnique de la part du gouvernement de Benjamin Netanyahu. La Knesset – le parlement israélien – a par ailleurs immédiatement pris des sanctions à l'encontre d'un député du Maki, Ofer

Cassif. Celui-ci avait osé rappeler le tournant autoritaire et criminel du régime vis-à-vis de la population palestinienne⁶. Le **Front Populaire de Libération de la Palestine** (FPLP), parti de gauche et laïque, en appelle, quant à lui, à une **cohabitation pacifique entre les populations juives et arabes**.

Bref, de la « Terre » à la guerre promise, il n'y a qu'un pas : Le David a-t-il pris désormais le camp de Goliath ? L'enfant victime devenu le parent bourreau ? Tout semble le confirmer. D'ailleurs, à l'heure actuelle, même les alliés historiques d'Israël, dont notamment les États-Unis, peinent à trouver un argumentaire justifiant les massacres et carnages perpétrés. L'Organisation des Nations-Unies (ONU) est elle-même désormais la cible des attaques israéliennes que ce soit sur territoire libanais (en ouvrant le feu sur les casques bleus) ou dans les territoires occupés (avec l'interdiction de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

Derrière ces sombres perspectives, dont les populations sont les premières victimes, les forces progressives israéliennes et palestiniennes, dont une partie de leur diaspora (dispersion), se mobilisent plus que jamais pour la paix et l'arrêt immédiat de ces crimes de masse.

Notes

1Le deuxième millénaire est marqué, au Moyen-Orient, par le passage du polythéisme au monothéisme. La Perse antique reconnaît Mazda ou encore Zarathoustra comme seule divinité. En Égypte, le pharaon Akhenaton (env. -1370 – env. -1337) instaure le dieu (solaire) unique : Aton (et non plus Amon, le dieu des dieux). Il en va de même des divinités juives qui cèdent leur place à un dieu unique, courant connu sous le nom de « yahwisme ». Des sous-divinités en résulteront néanmoins, telles que les anges, les anges déchus et les démons.

2Caquot, André, « Sémites », Universalis.fr, 26 octobre 2024.

3Les dérives de ce positionnement peuvent se révéler dangereuses. En droit, les auteurs d'actes criminels peuvent ainsi bénéficier de circonstances atténuantes au vu de leur passé particulièrement douloureux. Toutefois, ces circonstances ne sauraient supprimer une condamnation de ces actes. De plus, il semble étrange de transposer cette douleur originelle à un État.

4Halimi, Serge et Rimbart, Pierre, Imputation mensongère d'antisémitisme : l'art de la

diffamation politique ». In *Le Monde diplomatique*, Octobre 2024. Le Monde diplomatique tire son analyse de Dominique Vidal et Bertrand Heilbronn, « Comment Israël manipule la lutte contre l'antisémitisme », *Orient XXI*, 12 février 2019.

5Le Monde rappelait que certains tests ADN étaient effectués à la demande de certains tribunaux rabbiniques, allant jusqu'à choquer des courants d'extrême-droite prônant, pour des raisons stratégiques, le retour à une laïcité des premiers sionistes. Le Monde (Filiu, Jean-Pierre), *Quand l'Extrême-droite défend la laïcité en Israël*, 26 mai 2019.

6Le Figaro, *Conflit Israël-Hamas : un député menacé d'expulsion de la Knesset pour avoir accusé l'État hébreu de génocide*, 29 janvier 2024 ou L'Humanité, *Ofer Cassif : « Le Monde entier doit savoir que le gouvernement d'Israël est fasciste et antidémocratique*, 30 janvier 2024.